

N° 216
B

PRINTEMPS 2024

BUSINESS
TOUTE L'ÉCONOMIE DE LA PROVENCE

TRIBUNE

*De l'insécurité
à la confiance,
la force du dialogue*

Par Gwénaëlle Hourdin



LOI SANTÉ

Mieux-être au travail

ZOOM LOGEMENT

«Alliance pour le logement» :
les professionnels font
front commun

FOCUS ONE PROVENCE



Rassembler
les énergies
du territoire



PORTRAIT



**Stéphanie
DIAS**
En direct !

De l'insécurité à la confiance, la force du dialogue



par Gwénaëlle Hourdin

Gwénaëlle Hourdin est déléguée générale du Secrétariat permanent pour la prévention des pollutions industrielles Provence-Alpes-Côte d'Azur (SPPPI)

Avoir confiance, c'est accepter d'être vulnérable par rapport à un tiers et d'autant plus sur les sujets santé ou santé au travail. Ainsi la question devient : comment restaurer la confiance des citoyens (ou des salariés) et notamment sur un sujet aussi prégnant que leur santé ?

Pour suivre un objectif exigeant

Il y a deux réponses immédiates : « *en les écoutant* » et « *en partageant l'information, voire la décision* ». C'est l'objectif de plusieurs instances mises en place autour de l'étang de Berre comme les concertations préalables, le *Lab territorial* ou le dispositif RÉPONSES (RÉduire les POLLutioNs en Santé Environnement, NDLR). Les concertations préalables informent et font participer les citoyens sur chacun des projets à venir, le *Lab territorial* vise à définir des lignes d'horizon pour l'avenir du territoire. Le dispositif RÉPONSES, répond, lui, depuis 5 ans aux attentes des citoyens sur la pollution de l'air et ses effets sur la santé. Toutes ces instances ne se concurrencent pas. Bien au contraire, elles créent des espaces de dialogue et d'échanges sur des périmètres thématiques différents. Critiquables et perfectibles, ces lieux sont néanmoins indispensables pour s'écouter, comprendre les attentes des uns, les contraintes des autres et essayer de créer un débat constructif.

En ces lieux peut germer la graine de la confiance. RÉPONSES le démontre. Le taux de confiance des citoyens à son égard est de 80 % (résultats réitérés depuis 3 ans). Les facteurs-clés de ce succès sont au nombre de trois : l'engagement de tous les acteurs (industriels, collectivités, services de l'État, associations ou représentants des salariés), des résultats concrets apportés aux citoyens et un engagement fort dans le fait de rendre des comptes.

Créer de la confiance n'est pas un vœu pieux, un but inatteignable ou une vision bisounours du monde. C'est un objectif incontournable, exigeant, d'autant plus que chacun sait qu'elle n'est jamais acquise. Mais c'est la condition *sine qua non* d'un meilleur « vivre ensemble » et d'une adhésion pour réussir un projet. •

En 1965, l'industrialisation du Golfe de Fos a été décidée depuis la capitale sur une zone vierge peuplée de taureaux. Elle avait été vécue comme un séisme, les tensions portaient sur l'aménagement, l'urbanisation et dans une moindre mesure, l'environnement. Aujourd'hui, la deuxième vague d'industrialisation arrive dans un contexte radicalement différent. L'environnement et surtout ses impacts sur la santé sont au cœur des préoccupations des riverains. Et les connaissances engrangées, loin de créer de la confiance, ont plutôt généré de l'insécurité.

En effet, la somme des connaissances acquises par l'humanité suit une courbe exponentielle. Au temps des Lumières, il avait fallu 1800 ans pour doubler les connaissances de l'humanité. IBM avait prédit qu'en 2020, cette somme de savoirs doublerait en 12h. Vertigineux ! D'autant plus qu'internet en facilite l'accès comme jamais auparavant. Nous devrions donc mieux comprendre le monde. Mais cette évolution rend aussi difficile les processus de décision, la hiérarchisation des données, les vues d'ensemble et finalement, elle crée une insécurité. Plus nous savons, plus nous appréhendons la complexité des sujets et nos propres limites et plus nous sommes inquiets. Cette insécurité se traduit de multiples manières : tendance au repli sur soi, opinions tranchées et définitives, individualisme exacerbé, défiance, etc. La Constitution reconnaît à chacun le droit à l'information et à la participation sur les décisions concernant notre environnement. Mais le sujet va bien au-delà, puisque c'est, en fait, de santé dont on parle dans ce contexte d'insécurité.